

Service Environnement et Prévention des risques  
10 rue Claudius Buard  
Immeuble Le Continental  
42000 St Etienne

St Etienne, le 06/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VALEYRE ET CIE**

Lieu dit LA GARE - CHEZ GAME  
42620 Saint-Martin-d'Estréaux

Code AIOT : 0054200809

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement VALEYRE ET CIE implanté Lieu dit LA GARE - CHEZ GAME 42620 Saint-Martin-d'Estréaux. L'inspection a été annoncée le 15/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALEYRE ET CIE
- Lieu dit LA GARE - CHEZ GAME 42620 Saint-Martin-d'Estréaux
- Code AIOT : 0054200809
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement spécialisé dans l'abattage de volailles.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
2	Rejet aqueux	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	7 jours
4	Eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 12 et 14	Demande d'action corrective	7 jours
5	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
			corrective	
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 23/02/2012, article 54.1	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Stockage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de la mise en demeure ne sont pas toutes respectées.

Des améliorations sont visibles mais il reste beaucoup de travail de nettoyage sur le site.

Les contrôles sur les rejets aqueux ne sont pas saisis sous l'outil GIDAF et rendent les contrôles à distance de l'inspection inopérants.

La mise à jour des plans des réseaux, outil indispensable pour contrôler les différents rejets du site n'a pas été adressée à l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan des réseaux fourni est obsolète et incomplet. Par ailleurs, les exutoires du filtre à hydrocarbure et de la grille du parking des véhicules au fond du site n'ont pas été trouvés physiquement sur le terrain. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan des réseaux et de positionner sur ce dernier l'ensemble des exutoires manquants.
<b>Constats :</b> Le plan des réseaux n'a pas été fourni.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre le plan des réseaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

#### N° 2 : Rejet aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Les données de l'autosurveillance sont absentes de GIDAF depuis décembre 2023. L'exploitant nous a présenté les résultats en format papiers de l'autosurveillance pour janvier et février 2024. Les résultats de l'autosurveillance de 2024 devront être intégrés à GIDAF en continu

<b>Constats :</b> Les données 2025 sont absentes de GIDAF.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Saisir les données 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

#### N° 3 : Stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Présence de cuves plastiques (1000l) en attente de reprise par le fournisseur suite à une erreur de commande et de différents fût ( en métal et en plastique) stockés sur une palette sans rétention.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre tous les produits présentant un risque pour l'environnement sur des rétentions adéquates.</p>
<b>Constats :</b> Les fûts ont été repris par le fournisseur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 12 et 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1/ Le fonctionnement de l'aire de stationnement des véhicules faisant le plein de carburant (station de l'entreprise) qui jouxte l'aire de lavage des véhicules doit être réétudié notamment au niveau de ses pentes pour une bonne récupération des fuites éventuelles de carburant. En effet, les eaux de ruissellement semblent partir dans le sol plutôt que d'être récupérées par la grille.</p> <p>2/ Les grilles d'évacuation des eaux pluviales du site ne sont pas curées régulièrement et peuvent provoquer des débordements source de pollution du milieu.</p> <p>Il est demandé un entretien régulier de ces grilles et canalisations d'eaux pluviales et un enregistrement de ces opérations de maintenance.</p> <p>3/ les points de rejet des eaux pluviales au milieu naturel en provenance du parking de ressuyage des camions (au fond du site) et sous réserve que l'exutoire de ce dernier soit bien le milieu naturel ainsi que les eaux provenant de la cour intérieure et des quais de déchargement des petits véhicules (après le portail électrique d'entrée) devront être équipé d'un système de traitement des hydrocarbures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>1/ Une procédure d'utilisation de l'aire de lavage des véhicules qui jouxte l'aire de remplissage de carburant doit permettre d'éviter que les eaux de lavage aillent dans le filtre à hydrocarbure et soient bien dirigées vers la station de traitement des effluents.</p> <p>2/ Les grilles d'évacuation des eaux pluviales du site ne sont pas curées régulièrement</p> <p>3/ - Le point de rejet du parking camions a été équipé d'un séparateur d'hydrocarbure.  - Le point de rejet des eaux provenant de la cour intérieure et des quais de déchargement des petits véhicules n'a pas été équipé d'un séparateur d'hydrocarbure. Un projet d'agrandissement est en cours et son positionnement définitif est à l'étude. (Le séparateur d'hydrocarbure a été acheté).</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les grilles d'évacuation des eaux pluviales du site doivent être curées régulièrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

#### N° 5 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Il a été noté la présence de nombreux encombrants et déchets divers à l'arrière du bâtiment technique situé à côté de l'aire de dégrillage. Il est demandé à l'exploitant de trier et d'évacuer ces encombrants selon les filières adéquates de traitement et de fournir les justificatifs de leur bonne élimination à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Une amélioration est notable mais il reste encore beaucoup d'encombrants et de déchets divers à l'arrière du bâtiment technique (dégrillage).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de finir de trier et d'évacuer ces encombrants rapidement selon les filières adéquates de traitement et de fournir les justificatifs de leur bonne élimination à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/02/2012, article 54.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers. Tout brûlage à l'air libre est interdit
<b>Constats :</b> Des traces de brûlage à l'air libre de déchets ont été constatées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Cesser <u>immédiatement</u> tout brûlage à l'air libre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective